

M. l'Orateur: A l'ordre. La présidence accorde la parole au député de Dartmouth-Halifax-Est pour une question supplémentaire, et ensuite au député de Comox-Alberni.

M. J. M. Forrestall (Dartmouth-Halifax-Est): Monsieur l'Orateur, le ministre peut-il indiquer si le gouvernement canadien était à ce moment-là pleinement au courant du contenu des messages transmis à Hanoï?

L'hon. M. Sharp: Oui, monsieur l'Orateur.

* * *

LES PÊCHES

LES ACTIVITÉS DE LA GARDE CÔTIÈRE DES É.-U. ET L'ACCÈS DES PORTS AMÉRICAINS AUX BATEAUX CANADIENS

M. Thomas S. Barnett (Comox-Alberni): Monsieur l'Orateur, je voudrais demander au ministre des Pêches et des Forêts, ou devrais-je dire au ministre de l'Environnement...

Des voix: Bravo!

M. Barnett: ...des précisions sur certaines activités récentes de la garde côtière des États-Unis. A-t-elle indiqué ou non à son ministère si elle est disposée à renoncer à l'avis de 24 heures qu'elle avait exigé pour l'entrée des bateaux de pêche canadiens dans les ports américains et, si oui, à quelles conditions? J'aimerais aussi savoir si on a décidé de dédommager le navire *Anthony J.* pour les avaries ou les pertes qu'il a subies par suite de l'activité de la garde côtière des États-Unis à la frontière entre l'Alaska et la Colombie-Britannique?

L'hon. Jack Davis (ministre de l'Environnement): La réponse à la première question est oui, monsieur l'Orateur; la réponse à la seconde question est non. Au sujet de la garde côtière américaine, je dois dire que les navires canadiens pourront, bien entendu, entrer dans les ports américains advenant une urgence, de très mauvaises conditions atmosphériques, et ainsi de suite. Ensuite, les propriétaires du *Anthony J.* ne nous ont encore fait parvenir aucune demande de dédommagement. Comme les députés le savent, un bateau-laboratoire est allé récupérer les filets et le poisson qui étaient restés dans les eaux contestées. Je ne sais trop quelle compensation ils pourraient nous demander.

* * *

LES FINANCES

LA TAXE SUR LES MATÉRIAUX DE CONSTRUCTION—PRÉ-SUMÉE DÉCLARATION DU MINISTRE DE L'INDUSTRIE ET DU COMMERCE

[Français]

M. Réal Caouette (Témiscamingue): Monsieur l'Orateur, je désire poser une question à l'honorable ministre de l'Industrie et du Commerce.

Comme il déclarait hier que la taxe de 11 p. 100 sur les matériaux de construction était une taxe «dure» mais nécessaire, j'aimerais lui demander s'il faisait allusion au budget qui sera présenté vendredi prochain?

L'hon. Jean-Luc Pepin (ministre de l'Industrie et du Commerce): Monsieur le président, j'étais bien éveillé, hier, et je ne me souviens pas avoir fait une déclaration de ce genre.

AFFAIRES EXTÉRIEURES

LES NOTES AMÉRICAINES TRANSMISES À HANOÏ PAR DES FONCTIONNAIRES CANADIENS

[Traduction]

M. Heath Macquarrie (Hillsborough): Monsieur l'Orateur, j'aimerais demander au premier ministre suppléant si déjà, au stade actuel de son enquête, il est en mesure de nous dire si des officiers canadiens ont transmis à Hanoï de la part du gouvernement américain des menaces de bombardement sans merci et si cet incident est survenu avant la célèbre affaire du golfe du Tonkin?

L'hon. Mitchell Sharp (premier ministre suppléant): Monsieur l'Orateur, je fais vérifier les dossiers. Je n'étais pas secrétaire d'État aux Affaires extérieures à l'époque. Je n'ai pas fait d'examen approfondi du dossier et je ne devrais rien ajouter d'autre avant d'être allé au fond des choses.

L'hon. J. A. MacLean (Malpèque): Monsieur l'Orateur, le secrétaire d'État aux Affaires extérieures peut-il nous dire s'il a jamais songé à suivre l'exemple donné par un de ses homologues dans un pays bien connu qui a nommé son prédécesseur immédiat comme premier ambassadeur dudit pays en Mongolie extérieure?

* * *

LA SITUATION ÉCONOMIQUE

LA LUTTE CONTRE L'INFLATION ET LA HAUSSE DES PRIX À LA CONSOMMATION

L'hon. Marcel Lambert (Edmonton-Ouest): En l'absence du ministre de la Consommation et des Corporations, ma question s'adresse au premier ministre suppléant. Se rallie-t-il à l'affirmation du gouvernement, suivant laquelle le contrôle de l'inflation, et notamment l'indice des prix à la consommation, reposent sur le concept d'une guerre des prix et d'un ralentissement de l'activité du marché alimentaire, est-il donc prêt en outre à reconnaître que les affirmations du gouvernement ne sont pas particulièrement bien étayées?

M. l'Orateur: A l'ordre, s'il vous plaît. Il me semble que la question du député prête à controverse.

* * *

LES FINANCES

LES CHIFFRES RELATIFS AU CHÔMAGE ET LE BUDGET—LES RECENSEURS ET LA STATISTIQUE

M. Lincoln M. Alexander (Hamilton-Ouest): Je voudrais poser une question au ministre des Finances mais en son absence je l'adresserai au premier ministre suppléant. Compte tenu de l'assurance qu'a donnée le ministre des Finances au pays que le taux de chômage de 6.7 p. 100 en avril n'était qu'une déviation temporaire du mouvement de déclin progressif qui avait atteint 6 p. 100 en mars, et de sa déclaration que les chiffres de mai, qui seront rendus publics jeudi, indiqueront un retour à cette baisse progressive interrompue en avril, le gouvernement établit-il son budget en partant du principe que